



Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

2-4 Allée de Lodz – 69363 LYON Cedex 07

Tél. : 04.72.71.26.00 / Fax : 04.72.71.26.01

<https://www.eaurmc.fr>

**Agissant en qualité de Pouvoir Adjudicateur et de Coordonnateur du
Groupement de Commandes constitué des six Agences de l'Eau**

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° 2025-14 et 2025-26

commun à tous les lots

Acheteur

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur Général

Groupement de commandes

- Le coordonnateur du groupement de commandes est : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

- Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

- **l'Agence de l'eau Adour Garonne**

- 90 rue de Férétra - 31078 Toulouse cedex 4 ;

- **l'Agence de l'eau Artois Picardie**

- 200 rue Marceline – BP 818 – 59178 Douai cedex ;

- **l'Agence de l'eau Loire Bretagne**

- 9 Avenue Buffon – BP 6339 – 45234 Orléans ;

- **l'Agence de l'eau Rhin Meuse**

- Route de Lessy – Rozérieulles – BP 30019 - 57161 MOULINS-LES-METZ

- **l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;**

- 2-4 Allée de Lodz – 69363 Lyon cedex 07

- **l'Agence de l'eau Seine Normandie.**

- 12 rue de l'Industrie – CS 80148 – 92416 COURBEVOIE Cedex

- Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :

Une convention relative à la mise en place d'un groupement de commande conformément aux dispositions de l'article L2113-6 du code de la commande publique définissant les modalités de passation et d'exécution des marchés à conclure est signée entre les 6 agences.

L'accord-cadre est passé dans le cadre de ce groupement d'achat inter agences, dont l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse assure la coordination au nom des adhérents.

- Rôle du coordonnateur du groupement de commandes :

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de signer l'accord-cadre et de le notifier, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

Objet de l'accord-cadre

EXPOSITION DE GAMMARES EN COURS D'EAU ET PLANS D'EAU, ANALYSES SUR GAMMARES, EVALUATION DE LA BIOACCUMULATION ET TESTS D'ECOTOXICITE

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	5
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	5
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande	5
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	6
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	6
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	6
1.7 Traitement des données	7
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	8
3. Forme des notifications et informations au titulaire	9
4. Prix – Variation des prix	9
4.1 Contenu des prix	9
4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre	9
4.3 Variation des prix.....	9
5. Retenue de garantie	10
6. Avance	10
6.1 Modalités de règlement de l'avance.....	10
6.2 Modalités de résorption de l'avance.....	10
7. Règlement des comptes au titulaire	11
7.1 Modalités de règlement du prix.....	11
7.2 Echancier de paiement.....	12
7.3 Délais de paiement.....	12
7.4 Intérêts moratoires.....	13
7.5 Règlement en cas de groupements économiques	13
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	13
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	13
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	13
8.3 Documents fournis après exécution.....	13
8.4 Modification de l'accord-cadre	13
9. Développement durable	14
9.1 Condition d'exécution à caractère social, pour les lots 2, 4, 5, 6, 9, 11 et 12	14
9.2 Conditions d'exécution environnementales.....	18
10. Constatation de l'exécution des prestations	18
10.1 Opérations de vérification et décisions	18

10.2	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	18
11.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	19
12.	Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats	19
12.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	19
12.2	Régime des résultats.....	19
13.	Pénalités	19
13.1	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	19
13.2	Pénalités pour retard dans la remise des documents	20
13.3	Pénalités pour non-respect de la clause d'exécution à caractère social, pour les lots 2, 4, 5, 6, 9, 11 et 12.....	20
14.	Garanties	21
15.	Assurances	21
16.	Différends	21
17.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	21
18.	Résiliation de l'accord-cadre	22
18.1	Résiliation pour faute.....	22
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
19.	Dérogations aux documents généraux.....	22

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur

- la fourniture de gammars encagés, compatibles avec les exigences des normes Afnor XP T90-721 et XT T90-722 respectivement pour les opérations de bioaccumulation et d'écotoxicité (2 types d'encagements différents) ;
- la réalisation d'opérations d'exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse) ;
- la réalisation sur des gammars préalablement exposés en cours d'eau ou en plans d'eau, de tests d'écotoxicité basés sur l'activité enzymatique acétylcholinestérase, sur des marqueurs de la reproduction et sur l'alimentation.
- l'analyse de substances toxiques bioaccumulées dans les gammars préalablement exposés en cours d'eau ou plans d'eau, dans l'objectif de permettre aux agences de l'eau d'évaluer l'état chimique des cours d'eau et plans d'eau de leurs bassins pour ce qui concerne une partie des éléments requis sur le biote (gammars) ;

Ces opérations ont lieu sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse).

L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE agit en qualité de Pouvoir Adjudicateur et de Coordonnateur du Groupement de Commandes constitué des six Agences de l'Eau

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 12 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après :

- Lot n°01 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Artois Picardie
- Lot n°02 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Seine Normandie
- Lot n°03 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Rhin Meuse
- Lot n°04 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Loire Bretagne
- Lot n°05 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Rhône Méditerranée
- Lot n°06 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Adour Garonne
- Lot n°07 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Artois Picardie
- Lot n°08 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Seine Normandie
- Lot n°09 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Rhin Meuse
- Lot n°10 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Loire Bretagne
- Lot n°11 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Rhône Méditerranée
- Lot n°12 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Adour Garonne

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire accusera réception du bon de commande par retour de mail dans un délai maximum de 8 jours.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que chaque membre du groupement sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.7 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur.

Les membres du groupement de commandes conviennent que la personne de contact est le coordonnateur du groupement :

- Pour l'agence de l'eau Rhône – Méditerranée – Corse : contact.rgpd@eaurmc.fr ;

Chacun des membres est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de chaque agence de l'eau (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, chaque agence de l'eau met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer chaque Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer. Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données. ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données au coordonnateur du groupement par mail ou par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- objet des prestations-fournitures : Evaluation de la qualité des eaux superficielles sur biotope.
- La ou les finalités du traitement de ces données : Prise de contact et échanges sur le suivi de l'exécution des prestations commandées.
- Le type de données à caractère personnel traitées : Nom, prénom, numéro de téléphone, e-mail.

- Les catégories de personnes concernées : Le personnel de chaque agence de l'eau en charge du suivi du marché
- Les catégories de destinataires des données sont : Personnel intervenant du titulaire du marché et de ses éventuels sous-traitants et co-traitants
- La durée du traitement et du stockage des données personnelles : validité du marché jusqu'au règlement du solde des prestations

- Transfert des données hors UE :

- ☐ Oui Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :
- ☒ Non

Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.

☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant

L'agence de l'eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;
- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;
- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Si nécessaire, une convention sera complétée et signée avec l'attributaire de chacun des lots au moment de la notification.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières (bordereau des prix unitaires-pièce contractuelle- et estimation financière-servant uniquement au jugement de l'offre financière), annexe n° 1 à l'acte d'engagement pour chacun des lots, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste

des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Cadre de réponse pour chaque lot soumissionné
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix – Variation des prix

4.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

4.3 Variation des prix

Les prix des accords-cadres sont révisables annuellement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 au CCAG, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de : Septembre 2025.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

4.3.1 Modalités de révision des prix de l'ensemble des lots

La révision est annuelle, elle est à faire dans le mois précédent la reconduction du marché et elle ne s'applique qu'aux nouvelles commandes de la nouvelle période qui suit le calcul de la révision.

Le prix révisé « Pr » est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0.85 \times (I / I0) + 0.15 \times (F / F0))$$

Pr = Prix révisé ;

Po = Prix indiqué dans l'offre et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise des offres, soit septembre 2025.

I = Valeur de l'indice ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (identifiant : 001565195) de référence au 1er décembre précédent la reconduction du marché.

I0 = Valeur de l'indice de référence ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (identifiant : 001565195) au mois d'établissement du prix correspondant au mois de remise des offres soit septembre 2025.

F = Valeur de l'indice FSD1 de référence au 1er décembre précédent la reconduction du marché.

F0 = Valeur de l'indice de référence FSD1 au mois d'établissement du prix correspondant au mois de remise des offres, soit septembre 2025.

Le coefficient de révision issu de la formule de calcul est arrondi au millième supérieur.

5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

6.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

6.2 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 50 % du montant de chacun des bons de commande, s'effectuera selon les modalités suivantes :

Conformément aux dispositions de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance versée au titulaire interviendra par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 15 % du montant TTC du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 35 % du montant TTC du marché. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant TTC du marché.

2° Pour les avances supérieures à 15 % du montant TTC du marché, à la première demande de paiement.

L'avance ne doit pas faire l'objet d'une facturation.

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées : Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

7.1.1 Demandes de paiement

- Demande de règlement partiel définitif :

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- Le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint : pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance : la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- Les éventuelles pénalités pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le n° SIRET de chaque agence de l'eau.

Informations nécessaires au dépôt des factures dans le portail Chorus Pro pour chacune des agences et chacun des lots :

- **Lots n° 1 et 7 – Bassin hydrographique Artois Picardie**
 - SIRET : 185 911 781 00028
 - Code engagement pour le dépôt des factures sur Chorus : M/GAMMARES
 - Code service pour le dépôt des factures sur Chorus : SCD
- **Lot n° 2 et 8 – Bassin hydrographique Seine Normandie**
 - SIRET : 185 500 095 00166
 - Code service pour le dépôt des factures sur Chorus : GB
 - Le code engagement n'est pas requis pour le dépôt sur Chorus
- **Lot n° 3 et 9 – Bassin hydrographique Rhin Meuse**
 - SIRET : 185 703 014 00018
 - Le code engagement et le code service ne sont pas requis pour le dépôt sur Chorus
- **Lot n° 4 et 10 – Bassin hydrographique Loire Bretagne**
 - SIRET : 184 503 019 00012
 - Code engagement pour le dépôt des factures sur Chorus : le n° de commande
 - Code service pour le dépôt des factures sur Chorus : SEP
- **Lot n° 5 et 11 – Bassin hydrographique Rhône Méditerranée**
 - SIRET : 186 901 559 00069
 - Le code engagement pour le dépôt des factures sur Chorus : 2025-14 pour le lot Exposition ou 2025-26 pour le lot Analyses
 - Le code service pour le dépôt des factures sur Chorus : 31-DCP
- **Lot n° 6 et 12 – Bassin hydrographique Adour Garonne**
 - SIRET : 183 100 064 00033
 - Le code engagement et le code service ne sont pas requis pour le dépôt sur Chorus

7.2 Echéancier de paiement

Les prestations seront facturées au fur et à mesure de l'exécution des bons de commande après constatation du service fait conformément au CCTP.

7.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des

règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.5 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

8.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

8.4 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux

articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

9. Développement durable

9.1 Condition d'exécution à caractère social, pour les lots 2, 4, 5, 6, 9, 11 et 12

Dans le cadre du soutien et de la promotion de l'emploi et de l'insertion, les établissements publics du Ministère de la Transition Ecologique mettant en œuvre la politique de l'eau au niveau national, se sont engagés dans une politique volontariste en faveur d'un achat plus responsable.

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16 du CCAG-FCS portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

9.1.1 Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Conformément à l'article (16.1 du CCAG-FC), le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés ci-après.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. A l'issue du marché, le titulaire étudiera toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

A. Publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi, les personnes en difficulté d'insertion professionnelle dont **l'éligibilité doit être établie par le facilitateur de proximité ou Alliance Villes Emploi préalablement à leur mise à l'emploi parmi les catégories suivantes** :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a) Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Au cas où l'éligibilité d'un public ne serait pas vérifiée ou non conforme, les heures réalisées par cette personne ne pourraient être comptabilisées au bénéfice des objectifs attendus.

B. Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après ou de l'accompagnement d'un facilitateur de proximité selon le lieu d'implantation du titulaire.

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause sociale (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics.
- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Alliance Villes Emploi
88 rue Lafayette, 75009 Paris,
Mail : ave@ville-emploi.asso.fr

Tel : 01 43 12 30 40

C. Actions sociales et volume d'heures d'insertion à réaliser

Numéro du lot	Action à réaliser
Lot n°2 : Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité sur le bassin hydrographique Seine Normandie	Action sociale
Lot n°4 Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité sur le bassin hydrographique Loire Bretagne	Action sociale
Lot n°5 : Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité sur le bassin hydrographique Rhône-Méditerranée	Action sociale
Lot n°6 : Exposition de gammars en cours d'eau et plans d'eau, et tests d'écotoxicité sur le bassin hydrographique Adour Garonne	Action sociale
Lot n°9 : Analyses sur gammars et évaluation de la bioaccumulation sur le bassin hydrographique Rhin Meuse	Heures d'insertion
Lot n°11 : Analyses sur gammars et évaluation de la bioaccumulation sur le bassin hydrographique Rhône-Méditerranée	Heures d'insertion
Lot n°12 : Analyses sur gammars et évaluation de la bioaccumulation sur le bassin hydrographique Adour Garonne	Heures d'insertion

Actions sociales

Le titulaire s'engage à réaliser, à partir de la deuxième année, pour chacun des lots, une action aux choix :

Modalité : « Immersion en entreprise » :

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le facilitateur pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage.

Modalité : « Action découverte des métiers » :

Le titulaire s'engage à organiser ou à participer à une action en direction de personnes, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par le facilitateur.

Plusieurs possibilités :

- Visite d'entreprise ; de sites ou tout autre lieu en lien avec le marché
- Rencontre entreprise dans les locaux du titulaire ou tout autre lieu dont l'objectif est d'aider à la découverte des métiers liés au marché (Métiers et ou compétences techniques spécifiques ou métiers supports).

Heures d'insertion

Le volume d'heures minimum réservé à l'insertion est calculé comme suit :

10 heures par tranche de 10 000 € HT facturés

L'action d'insertion se déclenche lorsque le montant facturé atteint 100 000 € soit à partir de 100 heures

D. Modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion et de formation

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

E. Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Le facilitateur (Alliance Villes emploi ou le facilitateur de proximité en fonction du territoire d'implantation du titulaire) procède au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les 3 mois. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures,

etc. », traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Le Titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives, quel que soit les modalités, demandées par le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance.

F. Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

9.2 Conditions d'exécution environnementales

Les conditions d'exécution à caractère environnemental sont décrites au CCTP.

Voir paragraphe "Démarche Environnementale" du CCTP de chacun des lots.

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

10.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications : il sera fait application de l'article 28.2 du CCAG FCS.

10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

12. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

12.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

12.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

13. Pénalités

13.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations.

Si l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant quinze jours pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Cette pénalité sera calculée par application de la formule suivante par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS :

$$P = V \times R / 300$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;

- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard dans l'exécution des prestations ne pourra pas excéder 20 % du montant total HT du bon de commande considéré.

13.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le prestataire, tels que définis au CCTP, les pénalités suivantes s'appliquent :

- **Pour les lots 1 à 6 :**

- Si un compte-rendu de campagne n'est pas rendu dans les délais, application d'une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard.
- Si un compte-rendu de campagne ne comporte pas les éléments demandés dans le CCTP ou qu'il comporte des informations erronées, application d'une pénalité forfaitaire de 500 €.
- Si le rapport annuel n'est pas rendu dans les délais, application d'une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard.
- Si le rapport annuel ne comporte pas les éléments demandés dans le CCTP ou qu'il comporte des informations erronées, application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

- **Pour les lots 7 à 12 :**

- Si la réponse à une demande de confirmation de résultats n'est pas transmise dans les 30 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande, application d'une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard dans la remise des documents ne pourra pas excéder 20 % du montant total HT du bon de commande considéré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

13.3 Pénalités pour non-respect de la clause d'exécution à caractère social, pour les lots 2, 4, 5, 6, 9, 11 et 12

L'absence de contact de l'entreprise, le refus ou le retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action vaut pénalité à hauteur de 1 500€ HT sur avis motivé par courrier de mise en demeure avec accusé de réception.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35 € HT par heure d'insertion non réalisée.

Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action sociale, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € HT par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

En cas de non-réalisation par le titulaire d'un engagement d'insertion défini par le facilitateur conformément à l'article 9.1 du présent CCAP, il lui sera appliqué une pénalité de 1 500 € HT. Cette pénalité sera également applicable en cas de réalisation hors délai de l'engagement insertion par le titulaire.

14. Garanties

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, les modalités relatives aux garanties de l'accord-cadre sont les suivantes :

Sans objet

15. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

16. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

18. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

18.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans la remise de documents*
- À l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations* et par l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents*
- À l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations* et par l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations* et par l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*
- À l'article 33 du CCAG FCS par l'article *Garanties*